

Burkina Faso : Partis politiques et OSC vont fusionner pour l'idéal sankariste

Page 13

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 27 octobre 2021

7 jrs/7

N°1766

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



Washington suspend 700 millions de dollars d'aide au Soudan, après le coup d'Etat

Page 8



Bamako expulse l'émissaire de la CEDEAO du Mali

Page 10



L'Etat islamique revendique l'attentat à la bombe en Ouganda

Page 2



Sierra Leone : Un projet de loi pour un quota de 30% de femmes au Parlement

Page 3

OUGANDA

L'Etat islamique revendique un attentat à la bombe qui a tué au moins une personne

L'État islamique a revendiqué la responsabilité d'un attentat à la bombe qui a tué au moins une personne dans la capitale ougandaise Kampala, selon le groupe militant, a indiqué, Hiiraan Online.



La police a déclaré que des enquêtes étaient déjà en cours après l'incident mortel qui s'est produit après le couvre-feu induit par Covid-19



Le président Museveni a promis de traquer les responsables de cet attentat

Une personne est décédée et trois autres ont été grièvement blessées dans une explosion samedi soir au restaurant de porc à Kampala, selon The Daily Monitor. Le président Yoweri Museveni a déclaré dimanche qu'une explosion dans la capitale Kampala qui a tué une personne et en a blessé cinq était «un acte terroriste» et a promis de traquer les responsables selon l'AFP. «*Cela semble être un acte terroriste, mais nous en trouverons les auteurs*», a-t-il déclaré dans un message sur Twitter dimanche.

Trois hommes, déguisés en clients

L'État islamique a revendiqué la responsabilité de l' attentat à la bombe dans la capitale ougandaise, selon hiiraan online. Dans une déclaration publiée dimanche soir sur une chaîne affiliée à Telegram, l'EI a déclaré que certains de ses membres avaient fait exploser un engin explosif dans un bar où «des membres et des espions du gouvernement ougandais se croisent et se rassemblent» à Kampala. La bombe, remplie de clous et d'éclats d'obus, visait un restaurant de porc à la périphérie de la capitale, a annoncé dimanche la police. Les informations recueillies indiquent que trois hommes, déguisés en clients, ont visité le restaurant, puis ont placé un sac en polyéthylène sous une table et sont partis quelques instants avant l'explosion, a indiqué la police. En 2010, le groupe militant islamiste somalien al-Shabaab a tué des dizaines de personnes à Kampala dans un attentat à la bombe, selon hiiraan, affirmant qu'il punissait l'Ouganda pour avoir déployé des troupes en Somalie.

Source : hiraan.com ; AFP; thecitizen.co.tz; The Daily Monitor

Pierre Oued.

SIERRA LEONE

Un projet de loi pour un quota de 30% de femmes au Parlement



La ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la Sierra Leone, Nabeela Tunis

Le gouvernement sierra-léonais veut donner plus de voix aux femmes dans la société. Le jeudi 21 octobre 2021, un projet de loi a été présenté à cet effet pour permettre aux femmes d'occuper 30% des sièges au Parlement et des postes ministériels.

Promis pendant la campagne présidentielle de 2018, le président, Julius Maada Bio, a approuvé cette initiative cet été, en vue de renforcer la représentativité des femmes en politique. A cet égard, le ministre du Genre, Manty Tarawalli, a déclaré, lors de la présentation du projet de loi, que "la loi changerait la dynamique pour les femmes et augmenterait les opportunités», a rapporté africanews.

Ce nouveau projet de loi qui s'annonce bénéfique pour les femmes exige que 30% des 146 sièges du Parlement sierra-léonais soient occupés par des femmes ainsi que 30 % des postes de ministre. Un de ses objectifs est également d'améliorer l'accès des femmes au financement et lier les dépenses publiques à l'amélioration de l'égalité des sexes. Néanmoins, la date de l'examen du projet de loi par les députés reste à déterminer, vu que des débats parlementaires sont prévus sur le dossier.

Comme dans beaucoup de pays d'Afrique de l'Ouest, les femmes sont peu représentées en politique en Sierra Leone, avec quelque 18 députés au parlement. Ce qui représente 12% du nombre total de députés. Le gouvernement du président Julius Maada Bio compte quatre femmes sur une équipe de 32 membres, a précisé notre source.

La Sierra Leone s'est également classée 182e sur 189 pays selon l'indice de développement du genre, publié en 2020 par les Nations unies. Près de la moitié des 20 derniers pays de ce classement se trouvent en Afrique de l'Ouest.

Lucien DAKISSAGA

ANNONCE



PROGRAMME:

Niveau 1
Du 06 au 10 décembre 2021

Niveau 2
Du 17 au 21 janvier 2022

Niveau 3
Du 07 au 11 février 2022

Niveau 4
Du 14 au 18 mars 2022

TARIFS

~~500.000 FCFA~~
200.000 FCFA
~~762.3 €~~
305 €
~~881.6 $~~
352,6 $

Lieu : EN LIGNE

WEBINAIRE

CONTACTS :

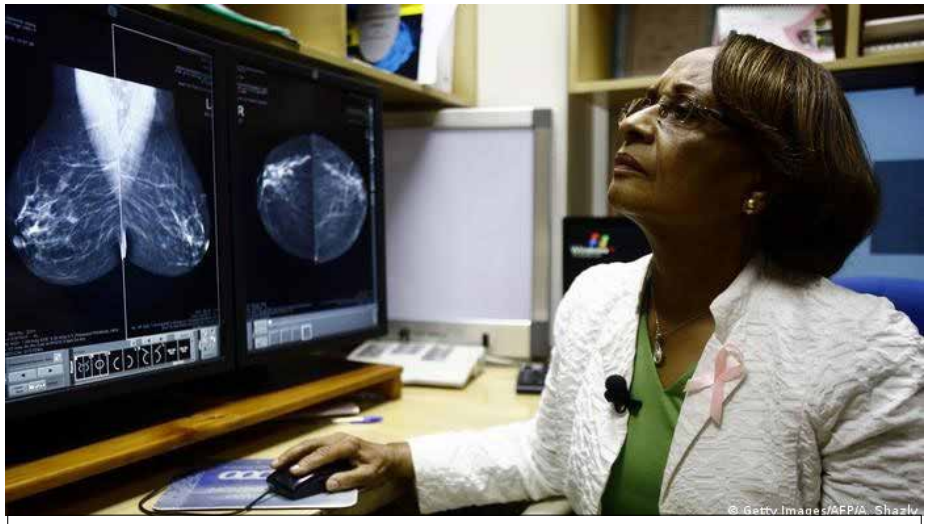
otc@otc-mail.com

BF/ +226 77 20 00 26
CAM/ +237 670 001 001
CI/ +225 07 49 804 050
ML/ +223 70 04 66 04
TG/ +228 91 70 70 64
TCD/ +235 95 95 87 88

SANTE

Cancer du sein en Afrique : un dilemme croissant

Alors que le monde marque le mois d'octobre par la sensibilisation au cancer du sein, certains médias comme la DW examinent les taux croissants de cancer du sein au Nigeria, en Ouganda et au Malawi. Les informations vitales sont souvent rares et de nombreux patients n'ont pas accès à un traitement adéquat.



Le taux de cancer du sein augmente dans plusieurs pays africains



Le cancer est une préoccupation pour les dirigeants africains qui voient le taux de la maladie augmenter de plus en plus

Le Cancer du sein est actuellement le type de cancer le plus répandu dans le monde, selon l'Organisation mondiale de la santé. En 2020, 2,26 millions de cas ont été enregistrés. Des milliers de personnes sont descendues samedi dans les rues d'Abuja pour manifester contre le cancer du sein, indique la DW. L'événement, surnommé #WalkAwayCancer, a été organisé par la Medicaid Cancer Foundation (MCF), l'une des nombreuses ONG au Nigeria qui s'efforce de sensibiliser à la maladie. Bien que l'incidence du cancer du sein reste plus élevée dans les pays développés, l'incidence augmente également dans les pays en développement, y compris de nombreux États africains comme le Nigeria. Alors que les cas de cancer du sein étaient historiquement bas dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, ils sont maintenant en augmentation, représentant environ 23% de tous les cas de cancer.

Le dépistage du cancer du sein intégré aux soins de santé primaires

L'un des principaux obstacles à la détection et au traitement du cancer du sein au Nigeria est le manque d'informations sur les facteurs de risque et les symptômes de la maladie.

La suite à la page 6

AFRIQUE

La suite de la page 5

En Ouganda, le cancer du sein est le deuxième type de cancer le plus courant chez les femmes après le cancer du col de l'utérus. Il y a eu une poussée ces dernières années pour accroître la sensibilisation à la maladie, mais selon l' Organisation de soutien aux femmes contre le cancer de l' Ouganda (UWOCASO) , plus de 75 % des patientes atteintes d'un cancer du sein dans la région se présentent pour la première fois à un stade tardif. L'oncologue, Dr Noleb Mugisha, responsable de la prévention du cancer au centre, a déclaré avoir remarqué une augmentation significative du nombre de cas: [2 639] est un nombre énorme, et nous avons perdu 1 666 patients», a-t-il déclaré à DW.

Les taux de cancer du sein sont également en hausse au Malawi. Cependant, le pays ne dispose que d'un seul centre de traitement à l'hôpital central de Kamuzu dans la capitale, Lilongwe. Le ministère de la Santé du Malawi a d'ailleurs demandé que le dépistage du cancer du sein soit intégré aux soins de santé primaires et offert systématiquement à toutes les femmes.

Source : DW

Pierre Oued

La Namibie met fin à l'utilisation des jabs Spoutnik suite aux craintes du VIH en Afrique du Sud



Le vaccin Sputnik suscite des vagues en Afrique du Sud et crée le doute en Namibie

La Namibie a cessé d'utiliser le vaccin russe Sputnik V Covid-19 à la suite des inquiétudes exprimées par l'Afrique du Sud voisine, a annoncé, samedi 23 octobre, le ministère de la Santé.

Le ministère namibien de la Santé a déclaré dans un communiqué qu'à la suite de la décision de l'Afrique du Sud, il suspendait avec effet immédiat, l'utilisation des injections, jusqu'à ce que la formule soit répertoriée pour une utilisation d'urgence par l'Organisation mondiale de la santé. La Namibie avait reçu un don serbe de 30 000 doses de Spoutnik dont moins de 120 ont été administrées aux populations. Le régulateur sud-africain des produits de santé a déclaré lundi qu'il n'autoriserait pas l'utilisation de Spoutnik sur la base d'études antérieures testant la sécurité d'une forme modifiée d'adénovirus, un type de virus qui provoque des infections respiratoires connues sous le nom d'Ad5 et contenu dans le jab.

Le régulateur a déclaré que deux études précédentes, l'une en Afrique du Sud et l'autre dans les Amériques,

La suite à la page 7

CONGO

La suite de la page 6



La Namibie suspend le vaccin pour des inquiétudes sur la sécurité des personnes à risque de VIH

avaient révélé un risque accru d'infection au VIH chez les hommes lié au vaccin à vecteur Ad5. Dans les deux essais, «l'administration d'un vaccin à vecteur Ad5 a été associée à une sensibilité/acquisition accrue du VIH chez les hommes», a déclaré le régulateur, la semaine dernière, dans un communiqué. Le centre russe Gamaleya, qui a développé Spoutnik V, affirme que toute allégation d'un lien entre le vaccin et le VIH est infondée. Il indique que des études cliniques sur plus de 7 000 participants ont montré « qu'il n'y avait pas d'augmentation statistiquement significative de l'infection par le VIH-1 chez les receveurs du vaccin à vecteur deadénovirus de type 5 ».

Source: Trt world, Nation Africa

K.Fiakofi

Le HCR initie une formation sur les violences basées sur le genre



Le HCR forme 50 agents de sécurité à la protection internationale à Pointe-Noire

Ce sont quelque 50 personnes qui ont bénéficié de la formation de sensibilisation sur la protection internationale et des violences basées sur le genre, indique le journal de Brazza.

Une cinquantaine d'agents de la fonction publique territoriale de Pointe-Noire ont été formés sur la protection internationale et les violences basées sur le genre, selon le journal de Brazza. Idevert Kouebe-Botende, directeur départemental de la Fonction publique territoriale de Pointe-Noire, a d'ailleurs indiqué que «ces professionnels, ayant un rôle important à jouer en ce qui concerne la sensibilisation, sont dans l'obligation de se former pour jouer pleinement leur rôle. La république du Congo est signataire des différentes conventions sur les droits de l'homme. Bien qu'un cadre juridique national spécifique à l'asile soit en cours de promulgation, le Congo accorde protection et assistance sur la base des différentes conventions internationales dûment ratifiées ».

La suite à la page 8

SOUDAN

La suite de la page 7



La formation sera axée aussi sur la prise en charge des femmes victimes de violence

Couvrir tous les 12 départements

Idevert Kouebe-Botende, s'exprimant lors de la cérémonie de clôture de l'atelier de renforcement des capacités des autorités administratives qui s'est tenu du 20 au 21 octobre 2021, révèle que malgré l'existence des textes, la protection des réfugiés n'est pas encore effective. Selon le journal de Brazza, plusieurs défis restent à relever, tant dans le domaine de la protection internationale que dans celui de la lutte contre les violences basées sur le genre. Le HCR entend couvrir tous les 12 départements pour permettre à chacun de jouer pleinement son rôle et contribuer ainsi à l'amélioration de l'environnement de protection.

Source : Journal de Brazza

Pierre Oued.

Les États-Unis suspendent 700 millions de dollars d'aide au pays, après le coup d'Etat



Les Etats-Unis exigent le retour des civils au pouvoir et la libération des membres de la transition

Le département d'Etat suspend 700 millions de dollars de financement direct, de «soutien économique» au gouvernement soudanais, a déclaré lundi 25 octobre le porte-parole du département d'Etat, Ned Price.

Les États-Unis ont coupé 700 millions de dollars d'aide d'urgence au Soudan, quelques heures après que des responsables militaires ont arrêté les dirigeants civils du gouvernement soudanais, tiré sur des manifestants et mis en péril la transition naissante du pays vers la démocratie. Price a déclaré que ces paiements que le Congrès a approuvés dans un projet de loi budgétaire l'année dernière étaient destinés à soutenir la transition démocratique du pays , et aucun n'a encore été distribué au gouvernement soudanais. Le département d'Etat a exhorté les chefs militaires soudanais à libérer tous les politiciens civils

La suite à la page 9

SOUDAN

La suite de la page 8



Le peuple soudanais proteste contre le coup d'État militaire qui a renversé la transition

arrêtés, à cesser de riposter contre les manifestants et à "rétablir un gouvernement de transition" fondé après la démission du dictateur soudanais, Omar el-Béchir, il y a deux ans. Face à ce coup de force, Price n'exclut pas d'imposer des sanctions contre les chefs militaires. Il indique que l'administration Biden pourrait avoir besoin de réévaluer «l'ensemble de nos relations avec cette entité au Soudan», un pays dont les liens avec les États-Unis se sont améliorés depuis 2019.

C'est plus de 423 millions de dollars d'aide que les États-Unis ont engagée au Soudan au cours de l'exercice 2021, selon l'Agence américaine pour le développement international. La grande majorité de cette aide était destinée à des fins humanitaires, y compris l'aide alimentaire d'urgence. Lundi,le Premier ministre soudanais, Abdulla Hamdok, son épouse et plusieurs membres de son gouvernement ont été arrêtés par l'armée, selon l'agence de presse soudanaise SUNA. Des responsables militaires ont décrété l'état d'urgence et suspendu le gouvernement civil. Les troupes auraient ouvert le feu sur les manifestants, faisant plusieurs morts dans la capitale.

Source: Forbes

K.Fiakofi

MALI

Transition : Bamako expulse l'émissaire de la CEDEAO

Le 25 octobre 2021, le gouvernement malien, par voie de presse, annonçait l'expulsion de Hamidou Boly, représentant de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans ce pays. Plusieurs motifs sont invoqués pour justifier cette décision.



Hamidou Boly, représentant de la Cedeao au Mali, a été expulsé ce 25 octobre 2021 par les autorités de la Transition

Hamidou Boly, le représentant spécial de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), à Bamako au Mali, «a été convoqué au Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale où il lui a été notifié la décision du Gouvernement de la République du Mali le déclarant persona non grata, au vu de ses agissements incompatibles avec son statut». C'est en substance le communiqué du gouvernement malien, rendu public le 25 octobre 2021. A en croire la note, cette expulsion intervient «après plusieurs mises en garde adressées à l›intéressé, à travers sa hiérarchie ». Le communiqué précise que le sieur Boly a 72 heures pour quitter le territoire malien.

Plus loin dans leurs propos, les autorités maliennes se sont dites cependant disposées à œuvrer avec l'organisme sous-régional pour la réussite de la Transition et la consolidation des efforts pour une coopération «dans un esprit de solidarité, de complémentarité, de respect mutuel et de sincérité». Comment en est-on arrivé là ? Sur les ondes de Radio France Internationale (RFI), Abdoulaye Diop, le ministre malien des affaires étrangères, a levé le voile sur la décision de l'Exécutif malien : «Je pense que l'intéressé (Hamidou Boly, ndlr) s'est engagé avec des groupes, des individus de la société civile comme du monde politique ou même du monde de la presse et qui entreprennent des activités hostiles à la transition. Il est du devoir des autorités en place de s'assumer», a -t-il expliqué. Hamidou Boly, faut-il le rappeler, Burkinabè d'origine et agrégé des universités, représente l'organisation ouest-africaine au Mali depuis quelques années.

Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)

BURKINA FASO

Une campagne de solidarité lancée en faveur des personnes démunies et les victimes du terrorisme



« Je lance, aujourd'hui, un appel solennel à la solidarité de tous et de toutes », a déclaré le président Kaboré

La cérémonie de lancement de la campagne de mobilisation citoyenne pour la Solidarité s'est tenue le mardi 26 octobre 2021, dans la salle des conférences de Ouaga 2000. Elle a été présidée par le président du Faso Roch Marc Christian Kabore et parrainée par d'importants hommes d'affaires burkinabè.

« Mobilisons-nous, agissons ensemble », c'est sous ce thème que la campagne nationale de mobilisation citoyenne pour la solidarité a été lancée hier mardi 26 octobre à Ouagadougou. Cette campagne vise à renforcer les capacités du Fonds national de Solidarité et de Résilience sociale. Elle se déroulera sur toute l'étendue du territoire national et à l'étranger, auprès de la diaspora et des amis du Burkina Faso, pendant un mois.

Selon la ministre en charge de la Solidarité, Marie Laurence Ilboudo/Marshall, cette initiative a pour objectif « d'interpeller la conscience des populations sur les vertus de la solidarité », et va servir de cadre pour « susciter l'élan de solidarité des Burkinabè et des amis du Burkina Faso, mobiliser des ressources pour financer les actions de solidarité et faire connaître davantage le Fonds national de Solidarité et de Résilience sociale et ses nouvelles missions ».

Des besoins de plus en plus accrus

Dans son discours,

la ministre en charge de la

La suite à la page 12

BURKINA FASO

La suite de la page 11

Solidarité a saisi l'occasion pour faire le bilan des actions menées en faveur des couches défavorisées et les victimes des attaques terroristes. Ainsi, il ressort que son département a pu faire face au cours des années 2020 et 2021 à de nombreux besoins à travers: l'assistance alimentaire et matérielle aux personnes déplacées internes et aux personnes vulnérables dans toutes les 13 régions du pays à raison de 1 931 210 bénéficiaires en 2020 et 1 394 202 bénéficiaires pour l'année en cours; l'assistance au relèvement de 20 829 personnes sinistrées du fait des inondations survenues dans notre pays durant la saison pluvieuse 2020; l'assistance aux ménages pauvres et vulnérables pour un montant de 3 milliards 889 millions 200 milles FCFA à travers le Projet Filets Sociaux; l'assistance à 2 908 malades indigents; l'assistance à 339 blessés des attaques terroristes et personnes déplacées internes malades; l'assistance psychosociale à 760 familles des agents des forces de défense et de sécurité décédés lors des attaques terroristes; le paiement des frais de scolarité de 18 042 orphelins et autres enfants vulnérables; la prise en charge psychosociale de 555 personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA.



Pour la ministre Ilboudo cette campagne va servir de cadre pour susciter l'élan de solidarité en faveur des personnes démunies

La cérémonie de lancement de la campagne a été parrainée par une cohorte d'hommes d'affaires burkinabè dont Mahamadi Sawadogo, président de la chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso, Idrissa Nassa, PDG de Coris holding; Lassiné Diawara, président de la fondation BOA Burkina et Mme Mamounata Velegda, PDG des établissements VELEGDA.

50 millions de FCFA offerts par les parrains

Par la voix de leur représentant, Lassiné Diawara, ils ont marqué leur entière disponibilité à accompagner l'initiative qui « doit être l'affaire de tous, et le monde des affaires ne saurait se mettre en marge de cette dynamique citoyenne et patriotique ». Ils ont aussi offert par la même occasion, la somme de 50 millions de francs CFA.

Pour le président Roch Marc Christian Kaboré, président de la cérémonie, la crise sécuritaire à laquelle notre pays est confronté « pose l'impérieuse nécessité pour nos communautés de cultiver la solidarité et le vivre-ensemble ». Il a lancé un appel solennel à la solidarité de tous et de toutes. Il a ajouté que l'Etat assumera son rôle de garant de la solidarité pour tous, afin qu'aucun Burkinabè ne soit laissé en marge du développement.

Fatimata COMPAORE

BURKINA FASO

Des partis politiques optent pour la fusion autour des idéaux de leur idole Sankara

Le président du comité d'organisation du congrès de fusion prévu du 30 octobre au 1 novembre 2021, Alidou Sanfo, et des responsables des partis favorables à la fusion ont animé un point de presse à Ouagadougou, le 26 octobre 2021. Objectif :parler des préparatifs du congrès de fusion.



Le comité national d'organisation du congrès de fusion est composé de 12 sous-commissions de 58 membres issus de tous les partis et Organisations de la société civile ayant adhéré au processus de fusion

L'Union des forces Sankaristes et progressistes est en marche avec l'adhésion de 03 partis politiques ainsi que 02 organisations de la société civile, après l'appel lancé le 04 août par les leaders des partis Sankaristes à l'union des forces pour constituer la grande gauche. Un rassemblement autour d'une seule unité politique avec pour ambition de constituer un large front de gauche, à entendre les conférenciers. Lors de la fusion entre l'UNIR/PS (Union pour la Renaissance/ Parti Sankariste) de Me Bénéwendé Stanislas Sankara, actuel ministre en charge de l'Urbanisme et de l'Habitat, et du MPS (Mouvement Patriotique pour le Salut) de l'ancien premier ministre de la transition, Yacouba Isaac Zida, un appel avait été lancé pour l'union des forces Sankaristes et progressistes, ont rappelé les conférenciers. le président du comité d'organisation du congrès de fusion a indiqué que 03 partis politiques, notamment l'URD/MS, CPP/FB et PJD ainsi que 02 organisations de la société civiles, à savoir le FASOKOOZ, et la JSU ont rejoint le large front en constitution.

600 congressistes attendus, 4000 militants à la clôture du congrès de fusion

Comment se fera la gestion du parti après l'union? Le président du comité d'organisation du congrès de fusion a indiqué, à cet effet, que tout se fera dans le respect du protocole d'accord signé. "C'est sur la base du consensus que la direction des membres du nouveau parti vont être choisis pour assurer la gouvernance, notamment le tout nouveau président", a-t-il soutenu. "Il n' y aura pas de guerre d'élection", ont rassuré les conférenciers qui on précisé plus loin que : "Ce que nous cherchons aujourd'hui, c'est d'avoir des camarades qui vont conduire ce nouveau projet d'union et faire en sorte que les aspirations du peuple exprimées pendant l'insurrection soient atteintes", a souligné Alidou Sanfo. Cette nouvelle union accepte "les partis qui se réclament de l'obédience Sankariste et progressiste», a-t-il ajouté.

A ce congrès de fusion, sont attendues des délégations de pays d'Afrique tels le Niger, le Mali, la Côte d'Ivoire, la Tanzanie et de pays d'Europe comme la France, ont annoncé les conférenciers. En tout, 600 congressistes sont attendus pour les travaux proprement dits du congrès et la clôture de ce congrès de fusion connaîtra la présence de 4 000 militants, ont-ils conclu.

Lucien DAKISSAGA

BURKINA FASO

Lutte contre le tabagisme : Les acteurs au rapport

Dans le but de lutter contre le tabac, le gouvernement burkinabè et ses partenaires de la société civile ont mis sur pied un rapport. Ce document a été présenté le 25 octobre 2021 au cours d'une rencontre tenue entre les deux parties.



Le ministre du commerce Harouna Kaboré (a droite) procédant au lancement du rapport

«L›ONG Afrique contre le tabac (ACONTA) en collaboration avec le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat et le Ministère de la Santé, a procédé ce lundi 25 octobre 2021 à Ouagadougou, au lancement du rapport sur l'indice d'ingérence de l'industrie du tabac au Burkina Faso», a publié le ministère du commerce sur sa page Facebook. Pour le responsable de l'ONG Salif Nikièma cité par cette source, l'existence de l'ingérence de l'industrie du tabac ne fait plus mystère au pays des Hommes intègres. «Nous avons essayé de collecter des informations de cas d'ingérence de l'industrie du tabac que nous avons mis dans ce rapport qui est transmis à l'autorité pour qu'ensemble nous puissions vraiment ouvrir l'œil pour cette ingérence de l'industrie du tabac qui coûte cher dans l'application de la convention cadre de l'OMS pour la lutte anti tabac», a-t-il fait savoir. Selon lui, au vu des effets néfastes du tabac, ce rapport doit être répandu partout afin d'inculquer de meilleures précautions sanitaires aux populations. Pour Harouna Kaboré, ministre en charge du commerce, cette ONG joue un grand rôle de veille et d'interpellation citoyenne sur les risques sanitaires liés à ce fléau. «ACONTA est dans une logique de faire appliquer les accords que nous avons signés, les textes sur lesquels nous nous sommes engagés. C'est une organisation de la société civile qui participe au développement de notre pays à sa manière», s'est-il confié puis d'ajouter «ce rapport qui est un condensé d'information et de données, va permettre au Gouvernement de s'appuyer la dessus pour améliorer les politiques publiques et l'ensemble des actions qui sont développées pour lutter contre le tabac». Le ministre Kaboré a rassuré ses interlocuteurs qu'une diligence sera accordée à l'analyse de ce document. ACONTA a, en guise de conclusion, formulé des recommandations à l'endroit du ministère de la santé notamment pour la prise d'un décret pour interdire la Chicha. Ce rapport, rappelle le gouvernement, est le 3ème du genre et concerne 80 pays sur le plan mondial avec 14 pays africains dont le Burkina Faso.

Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)

BURKINA FASO

Procès Dossier Thomas Sankara : Yamba Elysée Ilboudo plaide coupable

L'audience du procès de l'assassinat de Thomas Sankara et ses 12 autres compagnons a repris le 26 octobre 2021. Le fait majeur à ce 2ème jour du procès a été les révélations faites à la barre par l'accusé Yamba Elysée Ilboudo ainsi que la mise en liberté provisoire de dix présumés cités dans cette affaire.



A la barre, l'accusé Yamba Elysée Ilboudo dit souffrir de trouble de mémoire, causé par son accident



Le box des accusés dans ce procès, avec Gilbert Diendéré (en tenue militaire)

L'audience du jour a repris notamment sur l'introduction d'un mémoire de Me Hien Ollo Larousse, dans lequel ce dernier demande la libération de son client Tomdé Ninda Pascal, sur la base de confusions relevées dans la citation à comparution de ce dernier. Selon l'avocat, son client, initialement accusé de subordination de témoin est désormais accusé de recel de cadavre, donc est passé de prévenu à accusé. Pour Me Hien, « *le législateur dit qu'une citation peut* être *annulée dans la mesure où pouvant présenter des griefs* ». Ainsi donc dans la mesure où son client est passé de présumé à accusé, cela aggrave sa situation, donc présente bel et bien un grief pour ce dernier. Un argument que la partie civile trouve irrecevable. « Vous *avez largement eu le temps de changer cet arrêt dans la mesure où vous pensiez qu'il contient des griefs »,* a avancé la partie civile. Après une courte suspension, la chambre va finalement rejeter la requête de Me Hien sur la libération de Tomde Ninda.

Après ce bref détour, sept éléments dont deux audio et cinq vidéos seront projetés de façon chronologique, à la demande du parquet. Question de retracer l'évolution de la situation qui a prévalu après les évènements d'octobre 1987 et aussi de planter le décor avant le passage des témoins. Passé cette étape, l'audience va se poursuivre avec le passage à la barre du premier prévenu Yamba Elysée Ilboudo.

A la barre, Yamba Elysée Ilboudo, soldat de 1ère classe, chauffeur militaire au moment des faits, va reconnaitre les

La suite à la page 16

La suite de la page 15

faits qui lui sont reprochés. Cependant ce dernier, accusé d'assassinat sur la personne de Thomas Sankara et de complicité d'attentat à la sureté de l'Etat, va affirmer avoir agi sur les ordres de sa hiérarchie. « Un *soldat a un chef. Il exécute les ordres de son supérieur. J'ai reçu les ordres de mon chef Hyacinthe Kafando le 15 octobre. Il m'a dit on va au conseil de l'entente. Et nous avons démarré du domicile de Blaise pour le conseil* », déclare-t-il à la barre. Dans son récit, il se décrit comme un simple spectateur passif et isolé des faits qui se sont déroulés au soir du 15 octobre 1987. Il affirme n'avoir pas pris part aux échanges de tirs ayant conduit à la mort du président Thomas Sankara. « *J'ai conduit la voiture au conseil avec à son bord Hyacinthe Kafando. Arrivé, ils sont descendus et ont commencé à tirer en l'air mais moi je suis resté dans la voiture. Sankara était dans la salle et quand il est sorti, il a demandé qu'est ce qui se passe et ils lui ont tiré dessus* », relate t'il.

Pis encore, comme frappé d'une soudaine amnésie, le sieur Ilboudo va sembler ne pas se souvenir voire avoir oublié certains de ses propos lors de son passage, six fois en octobre 2016, devant le juge d'instruction. « Vous dites avoir *vu le lieutenant Gilbert Diendéré ce jour-là au conseil avec ses hommes. Est-ce exact* ? », demande le parquet. « Je ne m'en souviens pas », rétorque l'accusé. *Vous* êtes *donc en train de nous dire que vous avez menti devant le juge d'instruction ? »*, va de nouveau demander le parquet. « Comme y *a longtemps, je ne m'en souviens plus* », va répondre Elysé Ilboudo. A la suite de ces récits, le parquet s'est questionné sur la volonté manifeste du prévenu à contribuer à faire éclater la vérité.



Me Ferdinand ZEBA, avocat de la partie civile

Pour sa part, Me Ferdinand ZEBA a salué le courage de Elysé Ilboudo, même s'il a regretté le fait que ce dernier a semblé avoir eu des trous de mémoire à la barre. « *Lui, au moins, il a eu le courage de dire qu'il était présent le jour de l'assassinat, c'est* également *le seul qui a ouvert son cœur dans ce dossier. Mais aujourhui on a eu l'impression qu'il se retient ou qu'il a peur de parler* », indique l'avocat. Questionné sur ses impressions sur le passage de son client à la barre, Me Eliane Kaboré, avocate commise à la défense de Elysé Ilboudo, dit réserver sa ligne de défense, après le tour de parole de la partie civile.

A noter que le tribunal a accordé la remise en liberté provisoire à dix accusés dont Hamado Kafando, Jean pierre Palm, Tomdé Ninda, Yamba Elysée Ilboudo, Nabonsseouindé Ouédraogo, Idrissa Sawadogo, Bossobè Traoré, Diakalia Démé, Tibo Ouédraogo et Aliou Jean-Christophe Diébré.

L'audition du présumé se poursuit le 27 octobre à 9heures au tribunal militaire délocalisé dans la Salle des Banquets de Ouaga 2000.

Roseline BADO

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Le trafic ferroviaire du réseau Tanzanie-Zambie se porte bien malgré le Covid-19



Selon l'Agence Ecofin, le trafic de fret passant par le chemin de fer Tanzanie-Zambie a progressé de 19,4 % au cours de l'exercice 2020/2021 clôturé le 30 juin 2021. Le volume de fret acheminé par cette infrastructure s'est établi à 217 661 tonnes métriques au titre des activités de l'exercice 2020/2021, contre 182 302 tonnes métriques transportées en 2019/2020. Construit entre 1970 et 1975, selon notre source, le chemin de fer Tanzanie-Zambie, long de 1 860 km, constitue une infrastructure très capitale pour le système de transport des deux pays. En plus de faciliter la mobilité des populations, il génère chaque année des revenus non négligeables pour les deux Etats.

L'Égypte lève l'état d'urgence en vigueur depuis 2017



Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a annoncé lundi ne pas renouveler l'état d'urgence, instauré dans le pays il y a plus de quatre ans après plusieurs attentats meurtriers contre des églises coptes, a rapporté Le Figaro. Il avait été mis en place dès 2014 dans la péninsule du Sinaï (est), en proie depuis des années à une insurrection islamiste armée menée par une branche locale de l'EI. Dans cette région, un couvre-feu, commençant dans certains districts du nord de la péninsule dès 19h00 (17h00 GMT), est également en vigueur. «L'Égypte est devenue, grâce à son grand peuple et ses hommes loyaux, une oasis de sécurité et de stabilité dans la région», a déclaré Abdel Fattah al-Sissi sur sa page officielle Facebook.

Sénégal: Ouverture d'une conférence sur la justice pour les crimes internationaux



Une conférence internationale sur le thème ''Justice pour les crimes internationaux : défis et stratégies en Afrique de l'Ouest et ailleurs'' a démarré lundi à Dakar, indique l'agence Anadolu. L'objectif est de concentrer les efforts en cours pour enquêter et poursuivre les crimes internationaux aux niveaux national, régional et international en Afrique de l'Ouest et ailleurs. « La CPI est très active dans la sous-région avec le Mali et la Côte d'Ivoire qui font l'objet d'enquêtes sans oublier une situation en cours d'examen préliminaire pour le cas de la Guinée et la situation au Nigeria pour laquelle l'examen préliminaire est bouclé », a tenu à rappeler Aissé Gassama Tall, secrétaire générale du ministère sénégalais de la justice.

Capitol Foods Limited ouvre la première usine de transformation de cacao en Sierra Leone

Samedi dernier à Kenema, le président Dr Julius Maada Bio était l'invité d'honneur lors de l'ouverture officielle d'une usine de transformation de cacao par Capitol Foods à Tissor Village – avec une capacité de production annuelle de 4 000 tonnes métriques indique The Sierra Leone Telegraph. Il s'agit de la première usine de transformation de cacao et créera des emplois pour des dizaines de personnes locales pour un pays qui produit de grandes quantités de cacao pour l'exportation.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

RCA : la Banque mondiale octroie 17 milliards de FCFA pour soutenir l'éducation



Au mois de mai 2020, le gouvernement centrafricain a adopté un Plan sectoriel de l'éducation (PSE). Il s'agit du Projet d'Appui au Plan Sectoriel de l'Education (PAPASE II). Selon le Journal de Bangui, l'objectif de développement du PAPSE II est d'améliorer l'accès et la qualité de l'éducation pré-primaire et de base et renforcer la gestion et la résilience du système éducatif. Toutefois, la particularité de PAPSE II est le fait de l'utilisation de la langue nationale Sängö dans le programme de l'enseignement au niveau primaire » a indiqué Aboubacar Moukadas Noure, ministre chargé de l'éducation nationale cité par le Journal de Bangui. Ledit projet est financé par la Banque mondiale à hauteur de 30 850 000 000 de dollars EU soit 17 5 84 500 000 de francs CFA.

Covid-19 : La Namibie suspend à son tour l'usage du vaccin russe Sputnik V sur son territoire



Le gouvernement namibien vient de suspendre le déploiement du vaccin russe Sputnik V sur son territoire. L'annonce a été faite le samedi 23 octobre, par le ministère namibien de la Santé a indiqué l'Agence Ecofin. Selon les autorités citées par notre source, cette suspension est due à « de nombreuses réserves concernant le fait que les hommes ayant reçu le vaccin aient des risques plus élevés de contracter le VIH ». Elle intervient quelques jours après une décision similaire prononcée par l'Autorité sud-africaine de réglementation des produits de santé (SAHPRA). Pour rappel, le Sputnik V continue de souffrir d'un manque de reconnaissance à l'échelle internationale, et en Europe principalement. Bien qu'ayant été adopté par plusieurs pays africains, il n'a pour l'heure, toujours pas été approuvé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

La Gambie, bon élève en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre (Etude)



Selon l'Agence Ecofin, une étude de l'ONG Climate Action Tracker (CAT) montre que la Gambie est l'un des pays les plus engagés dans la lutte contre le changement climatique. Selon le rapport, ce pays d'Afrique de l'Ouest est celui qui respecte le mieux les engagements de l'Accord de Paris en matière de réduction des émissions de CO2 dans l'atteinte du réchauffement climatique à 1,5°C, d'ici 2030.Selon Our World In Data, l'empreinte carbone de la Gambie est portée par le fleuve Gambie qui traverse le pays ainsi que le Sénégal et la Guinée. Ce fleuve réduit environ 0,01 % des émissions mondiales de CO2 par an. Malgré ce faible taux de réduction des émissions, la Gambie parvient à occuper cette bonne place grâce à son plan climat annoncé le 12 septembre dernier.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Centrafrique: un fait divers qui crée colère et indignation à Bangui



En Centrafrique, un fait divers a créé l'émotion depuis le weekend dernier. Un douanier, assesseur à la Cour martiale, a été arrêté ; il est soupçonné d'avoir violé plusieurs mineures à Bangui. Elles sont au moins douze victimes selon leur avocate, toutes âgées de moins de 15 ans. Selon RFI, elles auraient été violées ou auraient subi des violences sexuelles par le même agresseur qui leur aurait promis quelques francs CFA pour les aider à payer leurs frais de scolarité. L'alerte a été donnée après que l'une de ces jeune fille a passé la nuit hors de chez elle. Les parents de plusieurs victimes ont décidé de porter plainte. Une procédure judiciaire est ouverte, confirme le procureur général cité par notre source

Soudan: l'Algérie appelle toutes les parties « à faire prévaloir la voie du dialogue »



L'Algérie a exprimé, lundi, « sa profonde préoccupation face aux derniers développements survenus au Soudan », où l'armée a arrêté, lundi matin, dans la capitale Khartoum, le Premier ministre Abdullah Hamdok et des membres du gouvernement civil. L'Algérie a invité le Soudan à faire preuve de responsabilité et de retenue. Dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères a appelé toutes les parties civiles et militaires à faire prévaloir le dialogue en vue de régler les problèmes et faire face aux défis sécuritaires et politiques auxquels le pays est confronté, conformément au document constitutionnel, et à l'Accord de paix de Juba de manière à garantir la réalisation des aspirations légitimes du peuple soudanais.

Au moins 120 morts dans des affrontements entre l'armée somalienne et groupe armé



Les combats dans l'Etat somalien de Galmudug entre l'armée somalienne et son ancien allié, la milice Ahlu Sunnah Wal Jama'a, ont fait 120 morts au cours des trois derniers jours, a déclaré lundi un haut responsable de l'ASWJ, révèle Reuters. Les analystes et les habitants ont exprimé leurs craintes que les combats ne fassent dérailler les anciens alliés de leurs efforts communs pour vaincre l'insurrection d'al-Shabaab liée à al-Qaïda. «Au moins 120 personnes sont mortes et 600 ont été blessées des deux côtés», a déclaré lundi à Reuters Hassan Yare d'ASWJ, ajoutant que son groupe avait l'intention de se battre jusqu'à la mort de leur «dernier homme». Les affrontements ont éclaté samedi et se sont poursuivis jusqu'à lundi dans le deuxième plus grand district de l'État central, Guriceel.

Burundi-Rwanda : Une réunion des autorités des provinces frontalières



Les gouverneurs des provinces de l'est et du sud du Rwanda et leurs homologues de Kirundo et de Muyinga au nord du Burundi ont organisé ce lundi le 25 octobre 2021, une réunion à la frontière de Gasenyi-Nemba, dans la province de Kirundo. Cette rencontre s'est tenue dans le cadre des derniers efforts visant à restaurer le bon voisinage entre les deux pays. Les deux délégations se sont convenues à travailler en étroite collaboration pour résoudre les problèmes pouvant surgir chaque jour entre les deux pays. Il s'agit de renforcer la sécurité sur la frontière commune et d'améliorer la communication.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Attentat en Ouganda : la police évoque un «acte de terrorisme intérieur»



La police ougandaise a qualifié dimanche 24 octobre d'»acte de terrorisme intérieur» l'explosion qui a fait un mort et plusieurs blessés samedi soir 23 octobre dans la capitale de ce pays d'Afrique de l'Est déjà visé par des attentats de groupes jihadistes de la région. Selon la police, le groupe à l'origine de l'attentat semblait rudimentaire et les enquêteurs pensaient pouvoir remonter sa trace grâce aux indices découverts sur les lieux. Elle n'a cependant donné aucune indication sur l'identité ou les motivations des auteurs présumés.

Mali : sept morts dans un accident de la route



Sept personnes ont trouvé la mort, dans la nuit de lundi à mardi, dans un accident de la route à Konobougou, à environ 150 km de la ville de Bamako vers Ségou, dans le centre du Mali, a indiqué la Direction régionale de la protection civile de Ségou. Deux bus de transport en commun roulant dans la même direction sur l'axe Bamako-Ségou sont entrés en collision, a expliqué la Direction régionale de la Protection civile de Ségou dans un communiqué. Le bilan provisoire est de 7 morts et 6 blessés dont 3 cas graves, indique la même source. Les blessés ont été transportés à l'hôpital Régional de Ségou.

Mozambique : trois personnes arrêtées pour le meurtre d'un enfant albinos



La police mozambicaine de la ville de Nampula, dans le nord du pays, a arrêté trois personnes soupçonnées du meurtre d'une fillette albinos de 12 ans, selon un article paru lundi dans le quotidien de Maputo «Noticias». Le meurtre a eu lieu au poste administratif de Milhana, dans le district de Mecuburi. Les tueurs ont attiré la victime avec des bonbons pour qu'elle les suive dans la brousse, où ils l'ont droguée, avant de la tuer et de la découper en morceaux. Selon la police, le crime a été ordonné par une personne qui est toujours en fuite, qu'ils traquent.

La restitution de 26 pièces du Trésor d'Abomey au Bénin, une première historique



C'est ce mardi que s'ouvre (jusqu'au 31 octobre) au Musée du quai Branly à Paris l'exposition des 26 pièces du trésor d'Abomey, avant que ces objets ne repartent début novembre au Bénin, leur pays d'origine. C'est la première importante restitution d'objets de collections publiques à un pays africain. Le président français Emmanuel Macron en avait fait la promesse lors de son discours à Ouagadougou au Burkina Faso il y a quatre ans, et une loi avait été votée en décembre 2020 par le Parlement pour autoriser cette cession de propriété. Mais il ne s'agit pas que d'une restitution d'objets, comme l'a expliqué Emmanuel Macron : le geste se veut bien plus fort, a rapporté le site France inter. «C'est pour nous un travail qui consiste à permettre aux sociétés civiles, à la jeunesse africaine d'avoir dans ses musées une part de sa propre Histoire.»

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com
Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F
Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20
Une vente en ligne (Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info
Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement
59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info